Département des Basses-Alpes (Première Circonscription)

Elections à l'Assemblée Nationale du 23 Juin 1968

Marcel MASSOT

Remplaçant : **Dr Daniel JOUVE**

Candidature de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Electrices, Electeurs, Chers Compatriotes,

Le 12 Mars 1967, vous m'avez, à une très forte majorité, élu pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

A la suite de la dissolution de cette Assemblée, par le Président de la République, vous êtes appelés à élire le 23 Juin prochain un Député pour la première circonscription des Basses-Alpes (Barcelonnette, Digne, Sisteron).

Conscient d'avoir au cours de la législature abrégée rempli fidèlement le mandat que vous m'aviez confié et d'avoir en toutes circonstances par mes votes et mes interventions défendu les intérêts de la République, du département, des communes et de la population bas-alpine, je me représente à vos suffrages.

Le Docteur Daniel JOUVE, dont il n'est point besoin de rappeler ici les grandes qualités, demeure mon suppléant.

Vous connaissez les circonstances dramatiques qui ont amené le Président de la République à prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale réclamée depuis plus d'un mois par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste. Vous savez aussi que le Président de la République lui préférait un référendum, fixé au 16 Juin, qu'il aurait interprété comme un plébiscite et qu'il a dû finalement se résigner à abandonner son intention première et à accepter une consultation électorale régulière. Vous savez enfin que le Chef de l'Etat et le Gouvernement en plein désarroi, incapables d'apporter une solution aux problèmes posés par la révolte des étudiants et par les grèves, résultat d'une politique d'incohérence et d'imprévision menée depuis dix ans, n'ont trouvé d'autre remède pour résoudre la crise, qu'un vague replâtrage ministériel, consistant surtout en un chassé-croisé de portefeuilles.

C'est la même équipe qui reste en place. Comment les hommes qui, en gouvernant avec les pleins pouvoirs, en refusant le dialogue avec le Parlement et avec les syndicats professionnels nous ont conduits à la crise sociale la plus grave et au plein chaos, seraient-ils aujourd'hui en mesure de faire ce qu'ils ont été incapables de faire depuis dix ans ?

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est bien évident que si la majorité demeure la même, la politique sociale et financière de notre pays ne sera en rien modifiée. Aucune économie ne sera consentie sur les scandaleuses dépenses de prestige et sur l'écrasante charge qu'impose à notre peuple la construction de l'inutile force de frappe.

Faire confiance au pouvoir actuel serait précipiter rapidement la France dans l'inflation d'abord, qui ferait perdre aux travailleurs tous les avantages sociaux qu'ils viennent d'obtenir, puis dans une nouvelle crise qui risquerait d'avoir des conséquences irréparables pour ceux qui sont attachés à la démocratie et aux libertés individuelles. Les plus graves dangers menaceraient l'économie de notre pays.

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste doit être appelée à prendre aujourd'hui la relève. C'est ce qu'elle vous propose.

Son programme est celui qui, devant le péril actuel, s'impose plus que jamais à tous les républicains et démocrates. Il est d'ailleurs celui que nous vous avions déjà présenté en Mars 1967. En voici les grandes lignes :

DEFENSE DES LIBERTES PUBLIQUES ET INDIVIDUELLES :

— Suppression ou révision des articles de la Constitution de 1958 utilisés pour établir le pouvoir personnel ; abolition du vote bloqué ;
— Etablissement d'un CONTRAT DE LEGISLATURE entre le Gouvernement et la majorité de l'Assemblée Nationale, afin que soient assurées la stabilité et la continuité des institutions ;
— Equilibre des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ;
— Abolition des juridictions d'exception ;
— Liberté de l'information et indépendance de la Radio-Télévision ;
— Epanouissement des libertés des communes auxquelles doit être laissée une autonomie financière gravement compromise par le pouvoir actuel ;
— Suppression des ordonnances ;
— Opposition au projet gouvernemental qui tend, par voie autoritaire, à réduire le nombre des communes et à ne laisser subsister que des communes de trois mille habitants au moins.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE :

Etude d'un plan vraiment démocratique ayant pour but de développer le bien-être de tous, de reconnaître aux Français de tout âge et de tout sexe, qu'ils soient salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants, le respect de leurs droits :

— Droit à la culture en donnant la priorité à toutes les questions qui ont trait à l'Education Nationale, en procédant à l'indispensable réforme de l'Université avec la prise en considération des aspirations des étudiants. On ne gouverne pas contre la jeunesse.
— Droit à la santé par l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, l'amélioration de la situation des personnels hospitaliers, l'aide accrue à la recherche médicale et scientifique ;
— Droit au logement par la construction accélérée de logements sociaux ;
— Droit au travail par la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, la garantie du plein emploi et l'instauration d'une politique préventive de reconversion ;
— Droit à la solidarité nationale pour les victimes de toutes les guerres (application du rapport Constant), les rapatriés, les personnes âgées et infirmes, les handicapés (enfants et adultes).

POLITIQUE AGRICOLE :

Application d'une politique cohérente tendant à intégrer l'agriculture dans l'économie générale pour assurer aux agriculteurs la parité des revenus. Dans ce but :

— Recherche de débouchés extérieurs pour les produits agricoles, par l'élargissement du Marché Commun ;
— Indexation des prix des produits agricoles ;
— Modernisation de la production, réforme de la distribution, développement de l'enseignement agricole et association de l'agriculture aux industries alimentaires ;
— Développement de la coopération et de l'équipement ;
— Augmentation de l'indemnité viagère de départ.

POLITIQUE ETRANGERE :

Construction de la Paix par les voies de l'arbitrage international, du désarmement, de l'organisation de la sécurité collective ; dans ce but :

— Renonciation à la force de frappe atomique ;
— Reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement ;
— Campagne en faveur d'un désarmement général, simultané et contrôlé ;
— Maintien de la France dans l'Alliance Atlantique en même temps que seront encouragées toutes les possibilités de coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest ;
— Construction de l'Europe des Peuples avec un Gouvernement supra-national ;
— En faveur du Tiers Monde, organisation d'une aide efficace *organisée internationalement.*

SUR LE PLAN LOCAL :

— Achèvement de l'aménagement hydro-électrique de la Durance et du Verdon ;
— Développement de l'irrigation, base de la prospérité de nos vallées ;
— Mise sur pied d'une véritable économie montagnarde encourageant d'une part l'élevage, l'extension de la forêt, son exploitation rationnelle, la création de parcs naturels ; d'autre part, le développement du tourisme et des sports d'hiver ;
— Poursuite de la politique efficace du Conseil Général dans le sens de :
  — l'amélioration du réseau routier départemental et vicinal, du réseau téléphonique, des conditions de réception de la radio et de la télévision ;
  — l'aide accrue aux communes pour la réalisation de leurs programmes d'adduction d'eau, d'électrification, de construction d'écoles, de stades, de piscines ;
  — l'aide accrue aux particuliers pour l'amélioration de l'habitat et la construction de logements ;
  — l'encouragement à la création de villages-retraites, villages d'enfants, colonies de vacances, institutions sanitaires ;
  — le renouvellement des efforts pour obtenir l'abandon du projet d'installation de bases de lancement de missiles dans le Sud-Ouest du Département.

Le Pouvoir actuel vient de mettre sous vos yeux le lourd bilan de son échec. Une œuvre immense doit être accomplie pour réparer les erreurs commises.

Nous parviendrons à la réaliser dans une France libre où toutes les forces républicaines et démocratiques, débarrassées de l'emprise du pouvoir personnel, seront tendues vers un idéal de Paix et de Progrès.

VIVENT LES BASSES-ALPES ! VIVE LA REPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !

Marcel MASSOT **Dr Daniel JOUVE**

Imp. Roger VIAL - Digne